Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Quatre voix palestiniennes

Eclairages sur la Conférence mondiale contre le racisme à Genève

Par Silvia Cattori
Mondialisation.ca, 06 mai 2009
Le site de Silvia Cattori 6 mai 2009

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Droits humains et État policier
Analyses: LA PALESTINE

Pourquoi ne peut-on honnêtement mettre en question le racisme d'Israël ?

La Conférence d'examen de Durban, qui s'est déroulée du 20 au 24 avril 2009 à Genève pour évaluer les progrès réalisés depuis la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » tenue en 2001 à Durban, a été le théâtre de la division orchestrée par les pays et les parties qui refusent de considérer Israël comme un état raciste pratiquant l'apartheid, et par les pays et les organisations qui n'acceptent pas un débat ouvert sur les lois et les politiques racistes d'Israël vis-à-vis des non-juifs.

Sous la pression de quelques pays occidentaux, l'Autorité palestinienne a accepté la suppression de toute mention de la Palestine et d'Israël. La mention du « *sort du peuple palestinien vivant sous l'occupation étrangère* » qui reconnaissait « *le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination* » a disparu de la Déclaration finale.

Nous avons demandé à plusieurs Palestiniens éminents s'ils avaient été surpris de voir la France, pays de la Déclaration des droits de l'Homme, prendre la tête des autres délégations européennes [1] pour provoquer un affrontement avec le Président iranien Ahmadinejad. Et si, finalement, cette conférence contre le racisme n'apparaît pas comme une nouvelle défaite pour tous ceux qui, dans le monde, demandent justice et réparation ?

Quatre authentiques Palestiniens ont répondu à ces questions : le Dr. Haidar Eid [2] qui vit à Gaza, Hazem Jamjoum [3] qui vit à Bethléem (Cisjordanie), Jamal Zahalka [4] qui vit en Israël, et Omar Barghouti [5] qui vit Jérusalem (Cisjordanie).

Haidar Eid : Nous, Palestiniens, en avons plus qu'assez de la soi-disant « communauté internationale ». La Conférence d'examen de Durban à Genève a-t-elle été un échec ? Eh bien, si nous croyons encore en la capacité des gouvernements occidentaux, en particulier de ceux qui ont un passé colonial, à jouer un rôle positif vis-à-vis des droits inaliénables du peuple palestinien, nous nous leurrons. C'est sur le pouvoir des peuples que nous devons compter, exactement comme cela s'est passé contre l'Apartheid en Afrique du Sud, où une campagne globale soutenue de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, a fini par forcer ces mêmes gouvernements à boycotter le régime raciste de Pretoria. *Durban II* a rappelé que, avec Bush ou avec Obama, l'Empire reste le même.

Une des principales différences entre les crimes commis par le régime d'apartheid sud africain et ceux commis par le régime d'apartheid israélien est la manière dont ce dernier

peut échapper à ses crimes, dans une impunité sans précédent, comme l'imposture de la Conférence d'examen de Durban l'a bien montré. Israël n'aurait pas pu mener sa guerre génocidaire contre la population de Gaza sans le feu vert de la communauté internationale.

L'idée de citoyenneté est totalement absente en Israël. Dans le monde « moderne », Israël est le seul état dans lequel la citoyenneté et la nationalité sont deux concepts séparés et indépendants. Israël n'est PAS l'État de ses citoyens, mais l'État du « peuple Juif » ; en outre, Israël n'a pas de Constitution.

Ainsi, voilà des FAITS mis de côté par ces pays qui ont boycotté, ou détourné la Conférence d'examen de Durban. Sans surprise, la plupart, si ce n'est la totalité, de ces pays sont, historiquement, soit racistes, soit colonialistes, ou ont un passé esclavagiste.



Hazem Jamjoum : Globalement, la conférence a été un pas en arrière pour la lutte mondiale contre le racisme. Au vu des critiques adressées à la Conférence de 2001 par les États-Unis, Israël, le Canada et l'Europe, et au vu de l'approche adoptée pour cette Conférence d'examen, il est apparu clairement que, pour l'ONU, la mesure de la réussite était que la conférence puisse satisfaire tous les ÉTATS, au détriment de la lutte contre les graves problèmes du racisme, de la discrimination et de la xénophobie. En tant que telles, toutes mentions des auteurs et des victimes du racisme ont été évités par les États qui ont, à la place, mis l'accent sur des « thèmes ». Cette tentative de satisfaire tous les États, et tout particulièrement d'apaiser Israël et ses soutiens, a fait que la Conférence mondiale contre le racisme n'a pas réussi à aborder efficacement la question du racisme.

En outre, comme vous le verrez dans les communiqués de presse de *BADIL* [6], l'ONU s'est efficacement opposé aux réunions parallèles portant sur des aspects spécifiques du racisme. Cela inclut deux réunions parallèles qui portaient sur le lien entre la lutte palestinienne contre le racisme israélien et d'autres luttes antiracistes à travers le monde, et qui visaient à profiter de ces rencontres pour partager et discuter l'analyse juridique d'Israël comme d'un État qui a commis le crime d'apartheid tel qu'il est internationalement reconnu, cette analyse se développant rapidement, de manière de plus en plus sophistiquée. Plusieurs des réunions parallèles officiellement sanctionnées qui ont parlé de la question du racisme, y compris l'antisémitisme, ont été ensuite utilisées comme un moyen de protéger Israël de toute critique en dénaturant la critique de l'État d'Israël comme une forme de racisme !

Sur la question de savoir si cela a été une défaite, c'est la Nakba (expulsion de 800'000 Palestiniens) de 1948 qui a été une défaite. La Conférence d'examen de Durban a montré que le système international continuait à fonctionner, en ce qui concerne la Palestine, largement de la même manière qu'il l'avait fait au cours des dernières décennies. Israël

jouit de l'appui des États-Unis et d'autres états très puissants, ce qui a permis de le protéger de tout examen et d'empêcher d'autres acteurs de le tenir pour responsable de ses crimes inhumains.

Dans le cadre de l'examen de Durban, ces États et institutions puissants ont travaillé à éviter un débat sur le racisme comme cause de l'oppression des Palestiniens, et sur l'évidente réalité qu'Israël est en train de commettre le crime d'apartheid. Les délégués européens qui ont quitté la salle à la première mention d'Israël ont montré qu'une dynamique encore plus dangereuse est à l'œuvre, que le mot « Israël » est devenu un mot que l'on ne peut plus prononcer dans un contexte critique, quel qu'il soit. D'autre part, les citoyens du monde, la société civile mondiale, se rendent bien compte des crimes qu'Israël a commis, et continue de commettre, comme le démontre la croissance du mouvement international pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions à l'encontre d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international. À la Conférence d'examen de Durban, les organisations de la société civile ont défendu la cause palestinienne comme leur propre cause, qu'elles viennent d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et même d'Europe et d'Amérique du Nord — la solidarité exprimée dans l'action entre les membres de la société civile mondiale a été un succès très émouvant.

La France est parmi les États qui ont essayé de protéger Israël de tout examen et de toute critique ; à cet égard, le rôle du Gouvernement français n'apparaît pas vraiment comme une surprise. La lutte se poursuit, pas seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour les Français, et les autres peuples qui luttent eux-mêmes pour la justice au sein de leurs communautés. Ce n'est pas par hasard que les régimes qui répriment les voix dissidentes et les mouvements pour la justice sociale en Europe et en Amérique du Nord sont ceux-là mêmes qui soutiennent activement l'apartheid israélien en Palestine.



Jamal Zahalka : Israël et les États-Unis n'ont pas réussi à empêcher la Conférence d'entériner les décisions de *Durban I*. C'est pour cette raison qu'ils ont décidé de la boycotter.

La délégation palestinienne (représentant l'Autorité palestinienne basée à Ramallah), sous la pression d'Israël et d'autres États occidentaux, a aussi accepté de supprimer toute mention d'Israël. Mais ils n'ont rien obtenu en échange ; ils ont perdu deux fois : ces pays n'ont pas participé à la Conférence et la Palestine n'a pas été mentionnée.

Les Palestiniens et les États arabes n'auraient pas dû accepter l'omission de toute référence à Israël et à la Palestine. Ils ont fait une erreur. Pour cette raison, je pense que cette

conférence a été un demi-succès pour ceux qui luttent contre le racisme dans le monde entier, et pour le peuple palestinien.

Les Israéliens tentent toujours d'orienter le débat avec l'aide de nombreuses personnes qui travaillent pour leurs intérêts, afin de rendre le monde inconscient de la réalité en Palestine et des souffrances de la population, en particulier dans la bande de Gaza. Nous avons vu leurs militants en action lors des rassemblements organisés ici à Genève par le mouvement sioniste. Les organisations sionistes ont amené plus d'un millier de militants du monde entier – pour la plupart des pays européens et des États-Unis – mais ils n'ont pas réussi à étouffer la question palestinienne dans le débat.

La tactique des Israéliens lors de cette conférence était d'éviter toute mention des Palestiniens. Ils ne voulaient pas argumenter et répondre à des accusations en ce qui concerne les Palestiniens. Ils voulaient faire de l'Iran la cible de cette conférence. Pour cette raison, Israël et ses compagnons sionistes voulaient centrer le débat sur « l'antisémitisme » et « l'Holocauste ».

De cette façon, les Israéliens ont essayé de réorienter l'ordre du jour de la Conférence. Par conséquent, du fait de la politique israélienne, on peut dire que cette conférence portait sur le peuple juif et non pas sur les souffrances du peuple palestinien. Ils ont réussi dans une certaine mesure ; pour cette raison, je qualifierais cette conférence de demi-succès. Nous n'avons rien obtenu, mais nous n'avons pas non plus tout perdu.

Les organisations sionistes ont fait tous les efforts possibles ici pour détourner l'attention des médias sur l'Iran et pour empêcher toute critique contre Israël. Mais malgré cela, les décisions de Durban ont été un échec pour Israël ; ils n'ont pas réussi à faire avorter Durban : c'est la raison pour laquelle ils ont boycotté la Conférence d'examen de Durban.

Mais à la fin, personne ne peut éviter ou ignorer la question palestinienne. Les déclarations des ONG ont été très positives à l'appui de la lutte des Palestiniens.

Lorsque la France a quitté la salle, suivie par d'autres délégations européennes, c'était honteux. Ils n'avaient pas besoin d'être d'accord avec ce qu'Ahmadinejad disait ! Chaque pays a la liberté de parole, comme tous les pays européens ; chaque représentant est libre de dire ce qu'il veut, et toutes les délégations présentes à l'ONU doivent écouter.

Les pays occidentaux doivent argumenter de manière civilisée avec chacun. Faire ce genre de scène simplement parce qu'Israël a été mentionné dans la déclaration du Président iranien, était déplorable. Ce spectacle avait été organisé à l'avance. Ce que les Européens ont fait a été d'envoyer un message aux Palestiniens ; ils ont signifié qu'ils absolvent le racisme d'Israël vis-à-vis des Palestiniens. C'est ce message que les Palestiniens ont reçu de leur injuste attitude.

Je voudrais leur demander : pourquoi ne se sont-ils pas exprimés de manière aussi forte quand l'armée israélienne était en train de massacrer des Palestiniens à Gaza ? Pourquoi n'étaient-ils pas aussi outrés quand les Israéliens ont tué plus de 1'400 Palestiniens à Gaza, sans qu'ils fassent la moindre déclaration ! Ainsi, cela nous « montre » qu'ils ne sont pas véritablement disposés à donner une chance à la paix. Cela nous indique que, avec ce genre de puissant soutien des pays occidentaux au Gouvernement raciste israélien – qui est un Gouvernement extrémiste – rien ne va changer.

Je ne pense pas que le monde occidental peut continuer à agir comme cela. J'espère que, après leur honteuse représentation ici à l'ONU, ils se montreront capables de reconsidérer leur position, et de prendre des mesures en faveur de la Palestine ; sinon ils sont en train de déclarer la guerre aux Palestiniens. Ils doivent trouver une forme d'équilibre.


Omar Barghouti : C'est d'abord une défaite pour les Nations unies et pour la primauté du droit international. En s'inclinant devant les pressions américaines et israéliennes, l'ONU est en train de perdre un peu plus de ce qui peut rester de sa crédibilité. Le Secrétaire général des Nations Unies apparaît de plus en plus comme un employé subalterne du Département d'Etat états-unien et comme un avocat chargé de défendre ou de blanchir les violations israéliennes du droit international. Cela ne peut que saper le rôle crucial que les personnes de conscience partout dans le monde espéraient voir jouer aux Nations Unies pour apporter la justice et la paix.

Les représentants européens à la Conférence d'examen de Durban ont juste ajouté un élément théâtral à leur complicité avec les crimes israéliens et à leur hypocrisie, déjà révoltantes, telles qu'elles sont apparues de la façon la plus claire tout au long du siège illégal et de la récente guerre criminelle d'agression menés par Israël contre Gaza. De la part de dirigeants européens qui ont célébré avec le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, la « victoire » d'Israël à Gaza, on ne pouvait en aucune manière s'attendre à ce qu'ils défendent l'état de droit ou la morale. Leur coup de publicité à Genève a simplement apporté une nouvelle preuve à charge de leur complicité avec les graves violations israéliennes du droit international.

Que l'on soit, ici ou là, d'accord ou non avec les déclarations du Président iranien Ahmadinejad, on ne peut raisonnablement trouver aucune faute dans la constatation factuelle qu'il a faite à Genève, lorsqu'il a qualifié le gouvernement israélien de gouvernement raciste. Comment pourrait-on décrire autrement un gouvernement, dont les principaux ministres préconisent le nettoyage ethnique de la population autochtone « non juive », qui impose un système de discrimination raciale institutionnalisée, ou d'apartheid, contre la minorité palestinienne de l'état, et qui maintient un régime colonial enraciné dans le racisme ?

Des rapports successifs sur les droits de l'Homme émanant du Département d'État des États-Unis ont accusé Israël de « *discrimination institutionnalisée* » contre la minorité palestinienne. Les États-Unis, bien sûr, ne sont pas en situation de faire la leçon à qui que ce soit sur les droits de l'Homme, compte tenu de leur casier judiciaire horrifiant en Afghanistan et en Irak, sans parler du Vietnam, de l'Amérique latine, d'Hiroshima, etc. Toutefois, que le Département d'État états-unien ait accusé Israël de discrimination raciale institutionnalisée veut dire beaucoup, vu le soutien inconditionnel général que les Etats-Unis ont fourni à Israël pendant des décennies.

De même, les rapports des agences des Nations Unies, ainsi que des principales organisations de défense des droits de l'Homme, ont constamment accusé Israël de discrimination raciale institutionnalisée contre ses citoyens palestiniens. Alors, qu'y avait-il de nouveau ou d'inexact dans la déclaration d'Ahmadinejad à Genève ?**Silvia Cattori**

Article original en anglais (30.04.2009) :
http://www.silviacattori.net/article816.html

Traduit de l'anglais par JPH (05.05.2009).

[1] M. Sarkozy a nommé comme « ambassadeur pour les Droits de l'Homme » M. François Zimeray, bien connu pour son soutien à l'État d'apartheid israélien. Avec M. Bernard Kouchner, il a été très impliqué dans la déstabilisation de la Conférence. M. Kouchner et M. Zimeray ont adopté une position très agressive à la Conférence d'examen de Durban en visant, et en intimidant, ceux qui voulaient mettre l'apartheid israélien à l'ordre du jour.

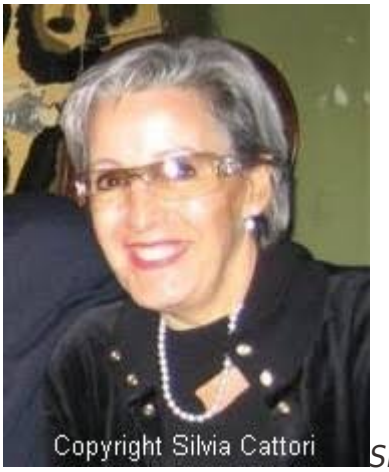
[2] Le Dr. Haidar Eid, qui réside à Gaza-Ville, est Professeur associé à la Faculté de Littérature anglaise de l'Université Al-Aqsa, et un analyste et commentateur politique indépendant. Il est également membre du Comité de pilotage de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (http://PACBI.org) et membre fondateur du Groupe pour un seul État démocratique (http://odsg.org/co/).

[3] Hazem Jamjoum est responsable de la communication du « Centre Badil pour les droits des résidents et réfugiés palestiniens » à Bethléem, Palestine, et éditeur d'*al-Majdal*, le magazine trimestriel en langue anglaise de Badil. Il était présent à Genève.

[4] Jamal Zahalka, né en 1955, est un politicien arabe israélien membre du Balad Party, élu à la Knesset depuis 2003 et réélu en 2006. Il était présent à Genève pendant la Conférence des Nations Unies. http://www.knesset.gov.il/mk/eng/mk_eng.asp ?mk_individual_id_t=756.

[5] Omar Barghouti est un analyste politique et culturel palestinien indépendant dont les articles ont paru dans de nombreuses publications. Il est un membre fondateur de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, PACBI (http://www.PACBI.org), organisation impliquée dans la lutte de la société civile pour mettre fin à l'oppression et au conflit en Palestine.

[6] Voir : http://www.badil.org/Publications/Press/2009/press501-09.htm
BADIL est une organisation non gouvernementale, basée à Bethléem, qui vise à atteindre une situation où les personnes déplacées et les réfugiés palestiniens puissent exercer leur droit au retour dans le cadre des réparations et d'une solution durable. *BADIL* travaille à permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément au droit international et aux résolutions des Nations Unies, de façon à ce que tous les habitants du pays puissent jouir de la justice, de l'égalité, de la paix, et de la sécurité.



Silvia Cattori est journaliste en Suisse.

La source originale de cet article est Le site de Silvia Cattori
Copyright © Silvia Cattori, Le site de Silvia Cattori, 2009

Articles Par : Silvia Cattori

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca